



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

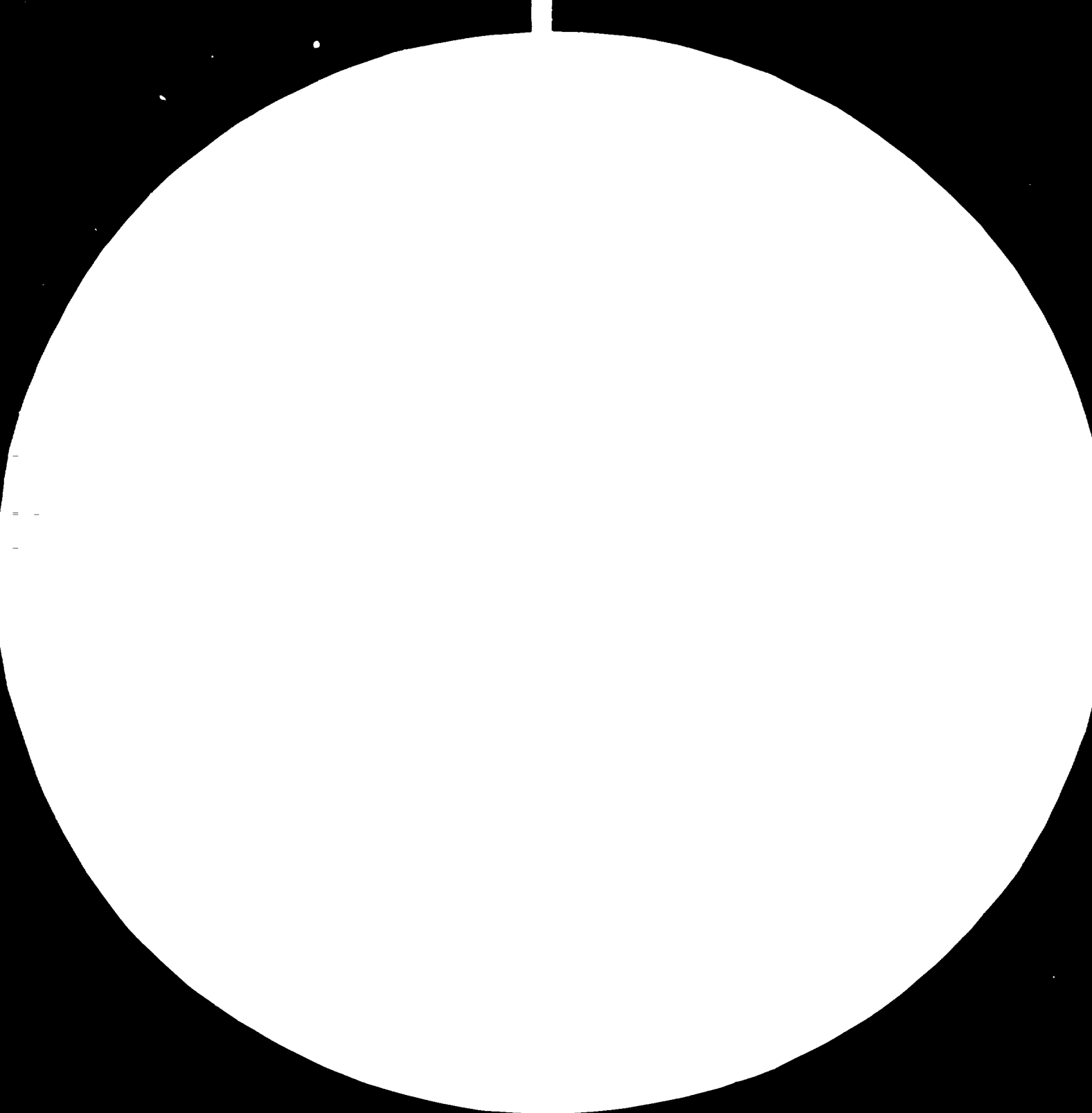
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





2.0 2.5



2.8 3.2 3.6 4.0 4.5 5.0 5.6 6.3 7.1 8.0 9.0 10.0 11.2 12.5 14.0 16.0 18.0 20.0 22.5 25.0 28.0 32.0 36.0 40.0 45.0 50.0 56.0 63.0 71.0 80.0 90.0 100.0

11779

RAPPORT SUR L'EVOLUTION
DE LA SITUATION ECONOMIQUE
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER.

PREPARE PAR
M. Kaci Amrouche
Conseiller Principal
ONUDI (Hors Siège)

MAI 1982

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-------|
| <u>1. PREAMBULE</u> | p. 3 |
| <u>2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET PREVISIONS JUSQU'EN 1985</u> | p. 4 |
| 2.1. Généralités | p. 4 |
| 2.2. Données chiffrées de l'économie | p. 5 |
| 2.3. Projection du PIB jusqu'en 1990 | p. 6 |
| 2.4. Evolution de la Dette Publique | p. 6 |
| 2.5. Aide extérieure non remboursable | p. 7 |
| 2.6. Bilan de l'exécution du Plan | p. 7 |
| 2.7. Evolution de l'assistance extérieure au Niger entre 1979 et 1980 | p. 8 |
| <u>3. ANALYSE PAR SECTEUR</u> | p. 8 |
| 3.1. Secteur rural | p. 8 |
| 3.2. Secteur des mines | p. 9 |
| 3.3. Infrastructures routières | p. 12 |
| 3.4. Télécommunications | p. 13 |
| 3.5. Energie | p. 13 |
| 3.6. Le barrage de Kandadji | p. 14 |
| 3.7. Industrie et Artisanat | p. 15 |
| 3.8. La formation professionnelle dans l'industrie | p. 17 |
| <u>4. PRESENTATION DU PROGRAMME D'ASSISTANCE DU PNUD POUR LA PERIODE 1982-1986</u> | p. 19 |
| <u>5. INTEGRATION DE LA FEMME DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT</u> | p. 21 |

| | |
|--|-------|
| <u>6. ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ONUUDI</u> | p. 23 |
| 6.1. Projets exécutés sous financement CIP | p. 23 |
| 6.2. Projets exécutés sur autre financement | p. 24 |
| 6.3. Projets "Pipe Line" | |
| <u>7. RELATIONS AVEC LES AUTORITES NIGERIENNES</u> | p. 26 |
| <u>8. DIVERS</u> | p. 27 |
| <u>9. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS</u> | p. 29 |
| 9.1. Recommandations | p. 29 |
| 9.2. Conclusions | p. 30 |
| <u>10. ANNEXES</u> | |
| De I à VIII | |

1. . PREAMBULE

Outre l'orientation économique et sociale qui est reflétée d'une façon générale par le Plan Quinquennal 1978-1983, le Chef de l'Etat, à l'occasion de son "Message à la Nation" prononcé le 15 avril 1982, a apporté quelques explications complémentaires, ou quelquefois même quelques retouches à ce Plan, notamment l'élaboration d'un Plan Intérimaire de deux ans. Je cite :

"Entamons dès à présent les réflexions utiles pour garantir à notre développement une transition commode entre le Plan Quinquennal qui progresse vers son terme et les options caractéristiques d'un plan de décollage ; cette transition se fera au moyen d'un plan intérimaire de consolidation sur une période maximale de deux ans."

D'autre part, l'accent est toujours maintenu sur le développement rural et l'autosuffisance alimentaire, je cite :

"Dans le secteur particulier du Développement rural, il va sans dire qu'aucun répit ne nous sera possible, tant que l'autosuffisance demeurera notre préoccupation majeure. La bataille sera poursuivie sur le double front de l'accroissement de la productivité et de l'introduction de variétés adaptées aux spécificités des sols. Le rythme de réalisation des aménagements hydro-agricoles sera maintenu."

Néanmoins, l'industrie tient une place raisonnable dans les objectifs du développement économique par le développement et la consolidation d'un "tissu industriel" représenté par les activités des Petites et Moyennes Entreprises. Ces dernières lignes directrices ont été rappelées également durant la Conférence des Cadres, présidée par le Chef d'Etat le 22 avril 1982, où il indiquait notamment :

"Il a été dit que cette pause ne sera pas statique,

elle ne le sera pas parce que les grosses entreprises de la place sont encore assurées de remplir leur capacité d'activité à environ 70 %. S'il y a du souci à se faire c'est bien pour de petites et moyennes entreprises pour qui ce ralentissement (après le boom qui a érigé du jour au lendemain plusieurs de nos compatriotes en entrepreneurs) se fera sentir. Mais d'ores et déjà pour ne pas perturber notre monde du travail, des dispositions sont en train d'être prises pour créer des emplois notamment dans la construction des routes et dans le bâtiment. Avec ces dispositions donc les petites et moyennes entreprises sont quand même assurées de pouvoir honorablement passer le cap.'

" Il faut donc songer à préserver les réalisations de ces huit années qui, pour certaines, sont déjà en train de se dégrader dangereusement. Cette pause ne constitue donc qu'un répit pour pouvoir organiser et réadapter les structures de l'Etat au moment où notre plan quinquennal arrive à terme."

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET PREVISIONS

JUSQU'EN 1985.

2.1. Généralités

Au cours des deux dernières années, l'économie du Niger a progressé en moyenne à un taux assez élevé de l'ordre de 8,5 % environ par an. Ceci est dû notamment aux dernières bonnes récoltes successives en agriculture et surtout à l'accroissement des investissements publics.

En supposant qu'une certaine austérité budgétaire sera observée dans les prochaines années, selon les instructions du Chef de l'Etat, et que les investissements publics diminueront, le taux de progression devrait pour les prochaines années baisser et se fixer de l'ordre de 4,2 % par an. Il est important de rappeler que le secteur de l'uranium représente une grosse part dans l'évolution de cette situation, et que la part du

secteur minier a représenté une évolution de 9,8 % du PIB en 1978, à 11,3 % en 1980.

2.2. Données chiffrées de l'économie

a) Taux annuel de croissance par secteur d'activité.

Voir annexe I -

b) Programme d'investissements publics

Sur un total de 111,2 milliards de Francs CFA de ressources financières pour 1979, l'Etat a consacré 55,6 milliards de Francs CFA aux dépenses d'investissements, soit 50 % de ses ressources totales.

La mobilisation des ressources intérieures de l'Etat provient des prélèvements fiscaux des activités minières, ce qui a permis de doter le Niger d'un Fonds National d'Investissement. Le montant de ce fonds pour l'année 1981 a été de 26 milliards de francs CFA dont 17,6 milliards étaient couverts par les ressources financières nationales. Pour l'année en cours le Fonds National d'Investissement est fixé à 35,9 milliards de francs CFA, mais sa réalisation n'a pu être assurée que par 26 milliards de FCFA, soit 72 % du montant prévu. Ce financement est couvert par deux tranches à raison de 27 % provenant des ressources nationales et 73 % provenant de la coopération internationale.

La répartition du volume des investissements du Fonds National d'Investissement pour l'année 1982 est différente de celle prévue par le Plan Quinquennal et s'explique par la priorité donnée aux opérations en cours de réalisation, le Gouvernement considérant les opérations nouvelles ayant un caractère trop contraignant.

En outre, le Fonds National d'Investissement pour l'année 1982 se répartit en pourcentage de la façon suivante :

- Développement rural et hydraulique : 21,89 %

| | |
|----------------------------|-----------|
| - Infrastructures sociales | : 47,42 % |
| - Autres infrastructures | : 21,32 % |
| - Industrie et Mines | : 6,41 % |
| - Commerce et services | : 2,9 % |

Ces pourcentages sont assez différents de ceux prévus par le Plan Quinquennal, notamment en ce qui concerne l'industrie et les mines où le pourcentage était de 18 %.

2.3. Projection du PIB jusqu'en 1990

Ce calcul prend en considération les données du Plan Quinquennal 1979-1983 actualisé à ce jour en faisant intervenir une croissance zéro en terme réel pour le secteur de l'uranium à partir de 1981. Cette hypothèse implique donc une hausse du prix de vente de l'uranium égale au taux d'inflation, cette projection tient également en considération l'austérité budgétaire préconisée par le Gouvernement qui se traduira par un ralentissement des investissements publics.

Sur la base de toutes ces hypothèses, il est prévu que le taux de croissance du PIB s'infléchirait de l'ordre de 4,2 % jusqu'en 1985 et augmenterait légèrement jusqu'à 5,9 % de 1985 à 1990 si le marché international de l'uranium s'améliore dans la seconde partie de la décennie.

2.4. Evolution de la Dette Publique

Le paiement du service de la dette publique extérieure du Niger représentait en 1979 3 % de la valeur des exportations. A partir de cette période et étant donné le recours accru aux emprunts bancaires entre 1979 et 1981, le service de la dette publique pour la dernière année a augmenté et il s'élèvera dès 1983 à 15 % de la valeur des exportations.

2.5. Aide extérieure non remboursable

- Aide multilatérale

L'aide multilatérale constituée par le Fonds européen de développement et le Système des Nations Unies, représente pour 1979 un montant de 5,516 milliards de Francs CFA, soit 21,2 % de l'aide extérieure totale.

- L'aide bilatérale ainsi que celle des Organismes non gouvernementaux s'élève à 20,543 milliards de Francs CFA soit 78,8 % du total.

Tableau détaillé de cette aide, voir Annexe II

Les besoins de cette aide pour 1985 sont estimés à 61 milliards de Francs CFA, soit plus du double de l'aide actuelle. C'est pourquoi il a été demandé aux pays participant à la Conférence des Nations Unies sur les PMA d'apporter un complément de 36,7 milliards de Francs CFA qui seront nécessaires pour permettre au Niger de maintenir son niveau actuel d'investissements.

2.6. Bilan de l'exécution du Plan

L'exécution du Plan a subi quelques retards notamment dans le financement des investissements publics entre 1979 et 1980.

En effet, les dépenses d'investissements publics prévues pour 1980 s'élèvent à 77,4 milliards de Francs CFA, alors que le montant réalisé n'est que de 70,5 milliards de Francs CFA.

Le détail par secteur est reflété par le tableau de l'Annexe III.

Ce tableau fait ressortir pour le secteur industrie, mines et énergie un montant pour 1982 de 10,9 milliards de FCFA, alors que le montant réalisé n'est que de 6,1 milliards de FCFA pour 1980.

2.7. Evolution de l'assistance extérieure au Niger entre 1979 et 1980

L'assistance extérieure sous forme d'aide non renouvelable pour 1981 a augmenté de 5,5 milliards de FCFA, soit de l'ordre de 20 %.

Le détail concernant les secteurs directement productifs ainsi que les infrastructures économiques, sociales et administratives est indiqué dans le tableau de l'Annexe IV.

3. ANALYSE PAR SECTEUR

3.1. Secteur rural

L'objectif prioritaire du Plan Quinquennal pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, a conduit à la mise en place d'un programme de développement agricole important.

Les efforts ont porté à la fois sur le développement des cultures sèches traditionnelles constituées par le sorgho, le maïs, le riz et surtout le mil qui constitue la base de l'alimentation de la population nigérienne, et également sur les cultures irriguées nécessitant des aménagements hydro-agricoles et la mise en place d'un réseau d'irrigation.

Il faut distinguer des projets de productivité pour lesquels le Plan a prévu un investissement total pour 1980 de 3,790 milliards, huit projets sur douze sont en cours d'exécution à Diffa et dans la région de Say.

Seize autres projets à couverture nationale ont été inscrits au Plan Quinquennal pour un montant de 2,527 milliards de FCFA pour l'année 1980 seulement. Suite au retard de leur démarrage, la réalisation pour 1980 ne s'élève qu'à 1,516 milliards de FCFA.

Les objectifs de ces derniers projets concernent les points suivants :

- mise au point de nouvelles variétés céréalières,

- renforcement de la vulgarisation agricole,
- mise en place de structures de recherche et de production de semences.

En ce qui concerne les résultats, nous pouvons noter ,

- amélioration de l'infrastructure par la création de 29 centres coopératifs ainsi que trois sièges d'arrondissement pour les services de l'agriculture de l'UNCC (Union Nigérienne de Crédit et de Coopération).
- formation, l'UNCC a formé 165 responsables coopératifs et 28 forgerons et a fourni quelques équipements, et préfinancé 705 tonnes d'engrais et de matériel agricole.

Production agricole pour 1980,
voir Annexes V et VI

Elevage,

La situation concernant ce secteur n'est pas connue avec précision faute de statistiques. Dans l'immédiat, les seules statistiques existant concernent les effectifs :

- bovins : 3.257.000 têtes. Les objectifs pour 1983 étant de 3.369.000 têtes, ce qui laisse espérer que ces objectifs seront atteints peut-être même avant 1983.
- Ovins : 2.764.000 têtes,
- Caprins : 6.875.000 têtes.

3.2. Secteur des mines

La contribution du secteur minier au PIB est estimé pour 1980 à plus de 61 milliards de FCFA.

3.2.1. Minerai d'uranium

Avec une production de 4.180 tonnes d'uranium en

1980 le Niger se classe au 4ème rang des pays producteurs et cette production représente environ 10 % de la production mondiale.

Les objectifs de production visent, d'ici 1990, une quantité d'uranium supérieure à 10.000 tonnes par an avec l'ouverture de quatre nouvelles mines.

Actuellement, deux sociétés minières productrices d'uranium, la SOMAIR et la COMINAK, représentent 95 % environ de la valeur ajoutée du secteur minier. Les exportations d'uranium sont absorbées principalement par la France, le Japon, l'Italie, la Lybie, l'Allemagne et l'Espagne.

Enfin, la valeur des exportations d'uranium pour 1979 s'élevait à 85 milliards de Francs CFA, soit un peu plus de 80 % des exportations du pays, sur la base d'un prix FOB Cotonou de 24.500 FCFA le kilo d'uranium.

3.2.2. Charbon

La production de charbon des mines d'Anou Araran, actuellement de 100.000 tonnes pour 1981, se développe et l'on prévoit d'atteindre une production de 200.000 tonnes en 1985. La production actuelle de charbon est essentiellement consommée par la fabrication d'électricité thermique, par une société appelée SONICHAR.

Les réserves certaines sont évaluées de l'ordre de 6 millions de tonnes.

3.2.3. Minerai de phosphate

Deux gisements,

- le gisement de Tahoua est actuellement exploité artisanalement à cause de la disposition empêchant une exploitation industrielle. La production actuelle est d'environ 4.000 tonnes.

- le gisement de la Tapoa se stabilise à 6.000 tonnes par an en produits concassés. L'exploitation industrielle de

ce gisement est prévue pour 1985/1990 et les premières estimations indiquent des réserves de l'ordre de 200.000 tonnes. Il n'existe pas actuellement d'études chiffrées fiables.

3.2.4. Autres minerais

D'autres minerais, tel que le calcaire et le gypse pour la fabrication des ciments et de la chaux sont exploités, mais encore à une échelle relativement modeste.

En outre, la production de cassiterite, dont l'exploitation se fait de manière artisanale, a tendance à diminuer passant de 118 tonnes exploitées en 1976 à 81 tonnes en 1979.

3.2.5. Minerai de fer de Say

Des études sont actuellement en cours faisant appel à l'assistance de l'ONUDI, concernant les minerais de fer de Say, et les résultats ne seront connus que d'ici un à deux ans.

3.2.6. Orientation générale

Le développement du secteur minier se fait avec une participation de plus en plus active de l'Etat, aussi bien en matière de recherche et de prospection qu'en matière de gestion des gisements proprement dite.

Ces actions ont un effet déterminant aussi bien en amont qu'en aval sur le développement des autres secteurs de l'économie par :

- l'intensification des travaux de cartographie, de géologie,
- la diversification de la production qui a pour but d'atténuer la dépendance du pays par un seul produit le minerai d'uranium.

Pour cela, un Office Public de Recherche, l'ONAREM, créé en 1978 participe aux travaux de recherche minière et prend une part de plus en plus active dans ce secteur.

3.3. Infrastructures routières

Il faut noter tout d'abord, que l'essentiel du transport au Niger s'effectue encore par la route. Le réseau routier comptait en 1980, 19.000 kilomètres de routes et de pistes qui se décomposaient en :

- 8 218 kms de routes, réseau primaire,
- 2 458 kms de routes bitumées à deux voies,
- 215 kms de routes bitumées à une voie,
- 2 658 kms de routes en terre,
- 358 kms de pistes aménagées,
- 424 kms de pistes en terre,
- 2 105 kms de pistes carrossables non aménagées.

Le réseau bitumé à une ou deux voies a connu un grand développement durant les dix dernières années. En effet, ne représentant que 7 % du réseau routier total en 1970, il en représente actuellement les 27 %.

Afin d'atténuer les contraintes dues à l'enclavement du pays, on se propose d'améliorer ce réseau routier en utilisant au maximum les matériaux fabriqués sur place avec une main d'oeuvre locale.

Outre ce moyen de transport important, il existe une étude de voie ferrée entre Cotonou et Niamey en passant par Parakou. Actuellement, une étude de factibilité du prolongement du chemin de fer de Parakou à Niamey est réalisée pour le compte de l'Organisation Commune Bénin-Niger (OCBN). Cet organisme a investi entre 1975 et 1980 un peu plus de 7 milliards de Francs CFA pour l'acquisition de matériel roulant.

En février dernier les autorités du Niger et du Bénin ont procédé à l'échange des instruments de ratification du protocole portant création de la haute autorité ferroviaire dont le siège sera à Niamey.

3.4. Télécommunications

D'importants projets Panaftel, centraux téléphoniques, automatisations des infrastructures, sont en voie de réalisation. En 1979 un montant global de 580 millions de Francs CFA d'investissement a été inscrit au Fonds National d'Investissement. Malheureusement, un retard a été enregistré dans la phase de démarrage, et c'est 143 millions, soit 25 % seulement du total, qui ont été dépensés.

En 1980, sur un montant total de plus d'un milliard de Francs CFA, le taux de réalisation n'est que de 61 % (613 millions de Francs CFA).

3.5. Energie

Le Niger reste jusqu'à présent très dépendant de l'extérieur, les besoins en énergie électrique sont actuellement satisfaits par, d'une part la production locale d'électricité (à partir d'hydrocarbures importés), et d'autre part, par l'importation directe d'énergie hydroélectrique de la Centrale de Kainji du Nigéria.

Malheureusement la croissance des besoins s'avère importante durant ces dernières années, et c'est pourquoi une diversification de sources de production doit être recherchée (énergie hydro-électrique, charbon, énergie solaire et éolienne et à plus long terme recherche de nappes pétrolières).

Prévision de consommation d'énergie électrique :

La consommation totale prévue pour 1985 se situe à 360.000 méga watt/heure qui seraient fournis à raison de 150.000 méga watts/heure par l'importation d'électricité du Nigéria, 150.000 autres à partir du charbon, le reste produit à partir du fuel.

Pour cela, les investissements totaux prévus entre 1981 et 1985 s'élèvent à 69,400 milliards de Francs CFA.

3.6. Le Barrage de Kandadji

Une réunion des Bailleurs de Fonds pour la construction de ce barrage ayant pour finalité d'irriguer 140.000 hectares de terres et de produire de l'électricité, vient de se tenir à Niamey le 27 avril 1982, sous l'égide du Haut Commissaire de l'Autorité du Barrage.

Le coût total des investissements (barrage, centrale et lignes électriques ainsi que la réinstallation des populations délogées) représentera un investissement extrêmement important (les estimations s'échelonnent entre 500 millions et 1 milliard de dollars) ; d'où la nécessité de faire appel à des bailleurs de fonds parmi les pays développés et les institutions internationales, ce qui entraîne des demandes d'études complémentaires afin que ces mêmes bailleurs puissent s'engager dans ce financement

Orientation générale

L'orientation générale étant une certaine sécurité et indépendance énergétique, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, le Gouvernement prévoit des mesures en vue de promouvoir les ressources énergétiques nationales en ayant recours à l'élaboration d'un Plan Directeur de l'Energie.

Durant la dernière mission de programmation de l'ONUDI, le Ministère des Mines et de l'Industrie a demandé à l'ONUDI une assistance dans ce domaine. Des discussions sont en cours afin de satisfaire la requête du Gouvernement entre le Siège du PNUD, la Banque Mondiale et l'ONUDI. Les modalités de cette assistance par l'ONUDI seront développées plus loin dans ce rapport.

Une Direction Nationale de l'Energie a été créée au sein du Ministère des Mines et de l'Industrie, et un Conseil National en voie de création.

3.7. Industrie et Artisanat

L'activité industrielle connaît un développement notable, grâce aux efforts de l'Etat qui encourage en particulier la promotion des Petites et Moyennes Entreprises par l'intermédiaire de la Banque de Développement de la République du Niger (BDRN). D'ailleurs, un concours financier de la Banque Mondiale vient tout récemment d'être accordé sous forme d'une ligne de crédit de 12 millions de dollars destinés aux petites et moyennes entreprises et gérés par la Banque de Développement du Niger.

Structures actuelles de ce secteur

50 % environ de ces entreprises font partie encore du secteur public. En 1980, 48 entreprises industrielles occupant un peu moins de 4.000 salariés, ont réalisé un chiffre d'affaires de près de 20 milliards de FCFA avec une valeur ajoutée de l'ordre de 6,5 milliards de FCFA.

Le tableau de l'Annexe VII montre l'évolution de la valeur ajoutée par secteur de l'industrie entre 1979 et 1980.

Par branche d'activité, la répartition par sous-secteurs en 1979 se présentait de la façon suivante :

| | |
|---|------------------|
| - Industrie alimentaire | : 8 entreprises, |
| - Industrie du textile et du cuir | : 6 entreprises, |
| - Industrie de la chimie | : 6 entreprises, |
| - Industrie de la chaussure et du plastique | : 4 entreprises, |
| - Industrie du papier et imprimerie | : 4 entreprises, |
| - Industrie de produits minéraux et de matériaux de construction | : 8 entreprises, |
| - Industrie manufacturière du métal et du bois | : 7 entreprises. |

L'étude de la répartition géographique en 1979, montre

encore une forte concentration de cette industrie dans le département de Niamey, mais le Gouvernement déploie des efforts pour décentraliser cette industrie.

Le secteur artisanal, dans sa grande variété, reste encore mal connu faute de statistiques fiables ; des estimations faites en 1980 indiquent que sa production représente 5 % environ du PIB dont une grande partie (60 à 70 %) sous forme de valorisation de produits agricoles.

L'artisanat urbain est représenté par la fabrication de produits utilitaires courants et utilise de plus en plus quelques techniques modernes, mais limitées, grâce au concours de l'Office de Promotion des Entreprises Nigériennes (OPEN).

Investissements par branche d'activité en 1980

Le tableau de l'annexe VIII montre un pourcentage relativement faible (22,6 %) de réalisation de nouveaux projets dû essentiellement au retard apporté aux travaux concernant la construction du complexe sucrier (7 milliards de FCFA) et de la tannerie de Niamey (0,8 milliards de FCFA). En effet, ces deux projets totalisent à eux seuls 78,9 % des dépenses d'investissements prévues pour la construction de nouvelles entreprises industrielles.

Parmi les nouveaux projets réalisés en 1980, il faut signaler la Brasserie Braniger à Maradi et l'usine d'aliments pour bétail à Niamey. D'autre part, la nouvelle briquetterie de Niamey (SONICERAM) est entrée en production depuis le début de cette année pour une capacité totale de production de 40.000 tonnes par an.

En outre les travaux de modernisation et d'extension des entreprises existantes ont été réalisés très irrégulièrement. Les investissements, qui consistent principalement à l'achat du matériel supplémentaire ou au renouvellement des installations, ont été freinés, faute de la part de ces entreprises d'une absence de documentation complète ou une programmation rigoureuse liée à la situation financière courante de chacune d'elles.

Orientations générales

L'orientation à long terme prévoit de créer une base industrielle diversifiée prenant en considération une priorité aux projets de valorisation des ressources nationales, et une politique de promotion des industries d'import substitution pour alléger la situation de la balance des paiements.

Pour permettre d'atteindre les objectifs du Plan, les efforts déployés pour la décennie 80 impliquent les décisions suivantes :

- Assainir d'urgence la situation des industries existantes en éliminant certains blocages internes ou externes aux entreprises et en donnant la priorité aux projets d'extension et de modernisation de ce même secteur.

- Augmenter progressivement la part prise par les Nationaux dans le développement industriel et aider la petite entreprise ainsi que l'artisanat par une politique plus adéquate de crédit et de formation du personnel.

- Accorder également la priorité au développement des industries de transformation du secteur rural (agro-industries) et des produits miniers (en plus du minerai d'uranium).

3.8. La formation professionnelle dans l'industrie

Le Plan Quinquennal ayant constaté une insuffisance notable concernant les effectifs formés, a mis l'accent sur la nécessité de former un plus grand nombre de personnes dans des secteurs diversifiés afin de répondre aux besoins du développement économique et du marché de l'emploi.

On enregistre actuellement une augmentation des effectifs d'étudiants de niveau supérieur, mais malheureusement au niveau professionnel moyen les effectifs formés restent encore trop faibles.

En ce qui concerne la formation à l'étranger, les

places disponibles sont encore insuffisantes compte tenu des besoins.

Un certain nombre de projets tels que l'OPEN, l'Ecole Nationale d'Administration ou l'Ecole des Mines de l'Air, déploient un grand effort pour combler cette lacune.

Parmi les projets que le Gouvernement souhaite exécuter et les recherches de financement en cours, il faut citer l'extension de l'Ecole des Mines de l'Air avec la création d'une section "maintenance" et un institut de maîtrise industrielle.

En attendant, un Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel (CFPP) accueille des stages de perfectionnement dans les disciplines de la mécanique, de l'électricité, de la construction métallique et de la mécanique générale.

En conclusion, il semble que l'absence d'une institution ayant la responsabilité des programmes de formation professionnelle soit un handicap sérieux pour la mise en oeuvre d'actions concertées et intégrées au Plan National.

Le Gouvernement préoccupé de cet aspect, a demandé depuis 1981 une étude sur ce problème avec un financement du FED. Les résultats de cette étude sont actuellement examinés par les responsables dans ce domaine.

4. PRESENTATION DU PROGRAMME D'ASSISTANCE DU PNUD POUR
LA PERIODE 1982-1986

L'exercice de programmation précédent (1977-1981) du Niger a bénéficié d'un financement par le PNUD d'un montant de 20 millions de dollars.

Un effort financier tout particulier pour les pays sahéliens comprend une enveloppe financière prévue par le PNUD pour 1982-1986 de l'ordre de 45 millions de dollars soit plus du double du cycle précédent, pour le Niger.

Le programme d'assistance du PNUD s'inspirant largement des lignes directrices du Plan de développement quinquennal, montre une allocation financière selon les pourcentages suivants :

| | |
|---|--------|
| - secteur du développement rural | : 36 % |
| - secteur du développement des ressources humaines | : 10 % |
| - secteur de l'industrie et du commerce | : 7 % |
| - secteur des infrastructures | : 34 % |
| - réserves (à affecter selon la demande du Gouvernement) | : 13 % |

Les objectifs du programme proposé pour le financement du CIP sont :

- l'auto suffisance alimentaire,
- la recherche d'une indépendance économique,
- la mise en place d'une Société de Développement permettant de sensibiliser et de faire participer la population aux institutions et au développement général du pays.

La préparation du programme du PNUD a commencé en janvier 1981 par l'arrivée de différentes missions de programmation envoyées par les Agences spécialisées (mission de programmation ONUDI en mai 1981) à la demande du Gouvernement.

En attendant la présentation du programme par pays au Conseil d'Administration du PNUD prévue en février 1983, le Gouvernement a demandé au PNUD le démarrage ou l'extension de certains projets hautement prioritaires durant l'année 1982.

En ce qui concerne les activités de l'ONUDI, ces projets comprennent :

- “ le financement du projet NER 78/003 "Assistance à l'OPEN pour 1982-1983 pour un montant dépassant un million de dollars,
- l'assistance à la nouvelle briquetterie SONICERAM à partir de 1983,
- l'assistance institutionnelle au Ministère de l'Industrie et des Mines par la désignation d'un expert conseiller en 1982-1983,
- le projet d'établissement d'une Fonderie Forge, financement de la phase 1 par le CIP début 1983,
- le projet d'affectation de deux UN Volontaires mécaniciens au projet NER 79/014 "Atelier de Zinder" fin 1982, 1983.

Le montant provisoire et estimé de l'enveloppe financière CIP de l'ONUDI pour les deux années 1982-1983, serait de l'ordre de 1.500 millions de dollars . Ces chiffres sont à préciser lors de l'approbation des documents de projets en cours.

5. INTEGRATION DE LA FEMME DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

La participation de la femme nigérienne au développement économique du pays se situe essentiellement dans le secteur rural. C'est à la fois une aide familiale dans les champs et en plus, une aide pratique en élevage de quelques têtes de bétail ; dans certains cas elle exerce également des activités artisanales.

En milieu rural la femme nigérienne joue un rôle très important dans la production agricole où elle y consacre en moyenne, trois à quatre jours par semaine. Une étude effectuée en 1978 dans le département de Maradi, montre que la femme nigérienne participe à la production à raison de :

- 35 % de la production du mil,
- 28 % de la production du sorgho,
- 42 % de la production d'arachides,
- 42 % de la production de niébé.

Les femmes nigériennes participent non seulement à la production agricole, mais également à sa commercialisation.

L'intégration de la femme dans les projets de développement comporte une initiation aux techniques culturelles modernes au même titre que les hommes (projet 3M dans le département de Zinder).

Les activités artisanales dans ce secteur concernent particulièrement la fabrication de nattes, poteries, vanneries, tissage et teinture, maroquinerie, bijoux et décorations.

Cependant, contrairement au secteur rural, on constate que la femme nigérienne en milieu urbain, de par les

conditions de son environnement, participe d'une manière assez différente : elle est fonctionnaire, commerçante, cuisinière, nourrice. En outre, elle s'adonne de la même façon aux activités artisanales par des travaux de broderie, tricotage, couture, vannerie ou fabrication de bijoux en perles.

Pour que le travail de la femme nigérienne soit plus rentable, il y aurait lieu de prendre un certain nombre de mesures :

- mesures à court terme

Des dispositions doivent être prises par les autorités pour favoriser l'écoulement des produits artisanaux féminins par la création de coopératives.

En milieu rural, la femme devrait pouvoir accéder à l'acquisition de parcelles aménagées, ainsi qu'à l'octroi de prêts de semences ou fournitures d'engrais et matériaux agricoles.

- mesures à long terme

L'implantation de centres professionnels féminins permettant à la femme nigérienne d'accéder à un statut social plus élevé, devrait s'étendre davantage au secteur rural.

Considérant la femme comme unité économique participant au développement, il serait souhaitable de revaloriser son travail dans le processus de développement.

Un certain nombre de fiches de projets prioritaires pour les femmes au Niger, ont été soumises dans un rapport préparé par un consultant de la CEA. Il s'agit

- d'un foyer féminin à Niamey,
- d'un foyer artisanal féminin à Zinder et Agadez,
- d'un projet de moulin à grains à Dosso,
- d'un projet de maraichages à Maradi et Diffa,

- d'un projet de petit élevage de volailles à Maradi.

En outre, un projet régional pour l'intégration des femmes au développement, RAF/82/012, sous l'égide du PNUD, prévoit un montant de 87.660 dollars.

6. ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ONUDI

6.1. Projets exécutés sous financement CIP

6.1.1. Assistance à l'Office des Petites et Moyennes Entreprises (OPEN) NER 78/003

En complément aux informations contenues dans le "Progress Report" du Chef de Projet, il faut ajouter qu'une révision budgétaire vient d'être approuvée prévoyant une augmentation de 30.000 dollars pour 1982, le montant pour 1983 étant de 468.000 dollars.

Comme indiqué ci-devant, l'OPEN pourra indirectement bénéficier du financement que la Banque Mondiale vient d'approuver sous forme d'une ligne de crédit de 12 millions de dollars destinés aux Petites et Moyennes Entreprises, et 4 autres millions sur un total de 16 millions sont prévus pour une assistance institutionnelle directe, aussi bien à la Banque de Développement du Niger qu'à l'OPEN lui-même.

6.1.2. Assistance à l'Atelier de Zinder - NER 79/014

Ce projet qui a connu quelques difficultés jusqu'au début de l'année 1981, a été réactivé par la désignation d'un Chef de Projet, arrivé en novembre 1981, et surtout par la fourniture et l'installation d'un équipement nouvellement acquis grâce au doublement du budget total en 1981.

Après de sérieuses difficultés dues également à des lacunes de personnel local, un plan de travail de production vient d'être arrêté au cours d'une réunion conjointe entre les autorités nationales, le SIDFA et le Chef de Projet.

La possibilité de renforcer l'expertise internationale par l'adjonction de deux UNVolontaires mécaniciens a été réexaminée lors du récent passage du Coordonnateur des UNV, Monsieur Nabulsi. Le financement de ces deux unités serait assuré pour deux ans, sur le CIP national.

6.1.3. Projet sous-régional de la Commission Mixte de Coopération Nigéro-Nigériane - RAF 77/020

Ce projet se développe à la satisfaction de toutes les parties, et une nouvelle phase est en cours d'approbation sur un financement CIP régional.

Des études sont actuellement en cours, soit par un sous contractant pour les minerais de fer de Say, ou par deux consultants concernant la production d'équipements alimentés par l'énergie solaire.

6.2. Projets exécutés sur autre financement

6.2.1. Une étude financée sur les fonds SIS et relative à la création d'une Fonderie Forge de démonstration vient d'être exécutée et le rapport de mission de M. Vernier en cours d'examen.

6.2.2. Deux autres études d'assistance de l'OPEN, d'une part pour la fabrication de carreaux de marbre, par le consultant M. BETTEA, et d'autre part pour l'implantation d'un domaine industriel à Niamey, par le consultant M. Bonacorsi, viennent d'être exécutées et les rapports soumis au Service Technique du Siège.

6.2.3. Une assistance par un consultant de l'ONUDI, Monsieur Kacjan, et financée par le Conseil de l'Entente, a également été effectuée pour la Briquetterie de Maradi et le rapport adressé au Siège de l'ONUDI. Ce même consultant est prévu pour une mission identique début juin de cette année.

6.3. Projets "Pipe Line"

Un certain nombre de projets "Pipe Line" mais dont le processus d'approbation est très avancé, concernent :

- assistance par un expert à la nouvelle unité Soniceram. Outre le financement pour 6 mois/homme qui vient d'être approuvé par le Siège ONUDI (Câble 31.803 du 18.05), un financement relais pour 1983 est en cours d'approbation pour un financement CIP/PNUD.

- assistance à l'unité de conserverie de Maradi (Conconiger). Après les derniers entretiens avec le FENU et l'OPEN, un financement par ce même FENU est en cours d'examen en faisant intervenir l'assistance de l'ONUDI via l'OPEN.

- plan directeur de l'énergie -

En complément à toutes les correspondances échangées entre le Siège de l'ONUDI, le SIDFA et le Siège du PNUD, il s'avère que les termes de référence de l'assistance initiale doivent être modifiés pour permettre à l'ONUDI d'assurer dans les plus brefs délais, une assistance institutionnelle auprès du Ministère des Mines et de l'Industrie, ne touchant pas uniquement les aspects "besoins d'énergie, développement industriel" mais l'ensemble d'une politique de développement de ce secteur.

Un document de projet reformulé dans ce sens doit être soumis incessamment par le Siège de l'ONUDI au PNUD pour son approbation.

- Création d'une Fonderie Forge de démonstration

Le document de projet prévoyant un financement PNUD en deux phases, et surtout une participation du FENU pour un montant de l'ordre de 2,5 millions de dollars, vient d'être soumis au Gouvernement et au FENU.

Après les derniers entretiens avec le Ministère des Mines et de l'Industrie et le Représentant Résident du PNUD, il s'avère souhaitable, après confirmation de financement par le FENU, d'entamer l'assistance prévue à la phase 1 dans le courant de l'année 1983.

- Expert en planification industrielle auprès du Ministère du Plan -

Ce projet a également fait l'objet d'un échange de télex et de correspondances, il prendra fin comme prévu au 30 juin de cette année.

Néanmoins, l'assistance de l'ONUDI au Gouvernement devrait se poursuivre grâce à la mise en place d'un expert conseiller auprès du Ministère de l'Industrie et des Mines dès cette année.

7. RELATIONS AVEC LES AUTORITES NIGERIENES^N

7.1. Depuis l'arrivée du SIDFA en mars 1981, les relations entre le Gouvernement et l'ONUDI se sont encore renforcées, grâce également aux facilités qui ont été assurées par le Représentant Résident du PNUD à Niamey.

Bien que le Comité National pour l'Industrie n'ait pas été définitivement désigné, le Gouvernement après différents entretiens s'est montré très intéressé et a promis de prendre action très prochainement.

7.2. Il faut signaler que le pourcentage des cadres nigériens ayant bénéficiés de séminaires ou stages organisés par l'ONUDI est encourageant et ce malgré les difficultés de libérer ces mêmes cadres de leurs occupations, faute de remplaçants, (plus de dix participants aux stages de 1981).

7.3. Relations avec les Organisations Sous-Régionales et Régionales.

Elles sont très constructives et je ne citerai que les bonnes conditions dans lesquelles est exécuté le projet ONUDI entre le Nigéria et le Niger, grâce à la compétence et à l'ouverture d'esprit de son Secrétaire Général, Monsieur Akunwafor.

Une coopération s'est établie avec le Conseil de l'Entente qui finance sur ses propres fonds un expert en matériaux de construction (briquetterie) pour plusieurs missions.

8. DIVERS

8.1. Visite du Ministre des Mines et de l'Industrie au Siège de l'ONUDI.

La visite du Ministre des Mines et de l'Industrie, sur invitation du Directeur Exécutif de notre Organisation, devait avoir lieu les 22 et 23 avril de cette année. Par suite d'un empêchement de dernière minute de la part du Niger, le Ministre a dû reporter cette visite à une date ultérieure à convenir d'un commun accord.

8.2. Un événement qui a marqué la vie économique de la capitale du Niger, a été l'incendie du Grand Marché de Niamey qui a eu lieu fin mars 1982.

Les dégâts ont été très importants et la valeur des marchandises et des installations détruites a été estimée à

environ 5 milliards de Francs CFA.

A la suite d'un appel lancé par le Gouvernement à toute la Communauté Internationale, d'importantes contributions volontaires ont été enregistrées depuis, et je ne citerai que celles de la France pour 100 millions de FCFA, de l'UNDRO pour 20.000 dollars, du Gouvernement des Etats-Unis pour 25.000 dollars également, du FED dont le montant n'est pas encore précisé. Une correspondance à ce sujet a été adressée en son temps, au Directeur Exécutif de l'ONUDI.

8.3. Visite au Niger du prince Mohamed Al Fayçal

Le président du Conseil d'Administration du Groupe de Sociétés d'investissements islamiques (Dar Al Maal Al Islami), S.A.R. le prince Mohamed Al Fayçal Al Saoud, a rendu au Niger une visite de travail, il a été reçu en audience par le Chef de l'Etat, le Colonel Seyni Kountché.

A l'issue de cette audience, S.A.R. le prince Mohamed Al Fayçal Al Saoud a déclaré à la presse qu'il a examiné avec le Chef de l'Etat, les possibilités d'établir des instituts financiers au Niger.

8.4. Ayant pris contact avec les autorités gouvernementales concernant leur programme de coopération avec les pays en développement, il m'a été confirmé qu'un document est en préparation au niveau de chaque Ministère concerné, et qu'un document de synthèse serait bientôt disponible, en vue de la prochaine réunion internationale traitant de ce sujet.

9. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

9.1. Recommandations

Par suite de la réduction du montant CIP pour 1982, l'approbation de certains projets élaborés après la mission de programmation, a dû être retardée.

Cependant, et en prévision des difficultés financières du FNUD qui pourraient se prolonger, j'ai pris l'initiative de rechercher d'autres sources de financement permettant l'exécution de certains projets dans des délais plus rapprochés.

Des entretiens très avancés avec le FENU me laissent espérer l'exécution des projets Assistance à la Conconiger fin 1982, Réhabilitation de l'ancienne briquetterie de Niamey en 1983 et le projet Forge-Fonderie-Fourniture d'équipements en 1984.

De la même façon j'ai entrepris des pourparlers avec la Représentation Régionale de l'ACDI à Abidjan et Nationale à Niamey en vue d'obtenir un co-financement pour le développement des équipements utilisant l'énergie solaire et l'énergie éolienne, (voir ma lettre du 16 mars 1982 adressée à Monsieur Siddiqui.)

Néanmoins, pour que ces actions soient suivies d'effets, je recommande vivement qu'après mon départ de Niamey en juillet de cette année, le Siège puisse, en attendant le recrutement d'un nouveau SIDFA, désigner un JFO ONUDI dans les meilleurs délais. (voir lettre du Représentant Résident du 22 mars 1982 adressée au Directeur Exécutif)

9.2. Conclusions

Le contenu de ce rapport permet de faire ressortir les efforts déployés par le Gouvernement et l'assistance concrète de l'ONUDI, en vue de réaliser certains objectifs du Plan d'action de Lagos.

Un effort particulier a été consenti au plan national dans la conception d'une politique d'industrialisation précisant les priorités, les objectifs, les moyens humains et financiers nécessaires.

Le Gouvernement accorde une très grande priorité à la formation des cadres du secteur industriel, s'appuyant sur toutes les possibilités offertes, dont le projet ONUDI en cours d'approbation, afin de réduire progressivement sa dépendance à l'égard de l'expertise étrangère.

En outre, le Gouvernement accorde une attention toute particulière à un programme de prospection destiné d'une part à inventorier et valoriser les ressources nationales du pays (mines de charbon, minerai de fer ...) et d'autre part, à utiliser les matières premières locales (cas de l'industrie des matériaux de construction).

Pour mener à bien tous ces objectifs, les autorités nigériennes doivent s'efforcer d'améliorer davantage la coordination entre les différents Ministères techniques, afin d'éviter des duplications et surtout une dispersion d'énergie et de ressources.

Enfin, dans ce programme à la fois ambitieux et réaliste, l'assistance de l'ONUDI devrait jouer un rôle appréciable, en particulier par les conseils et les études de préfaisabilité que le Gouvernement apprécie déjà beaucoup.

ANNEXE I

Taux annuel de croissance par secteur d'activité

(Unité : milliards FCFA 1980)

| Secteurs d'activité | 1980 | 1981 | 1982 | 1985 | 1990 | Croissance annuelle % | |
|-------------------------------------|------|------|------|------|------|-----------------------|----------------|
| | | | | | | de 1981 à 1985 | de 1986 à 1990 |
| Agriculture, élevage pêche | 233 | 241 | 249 | 275 | 322 | 3,4 | 3,2 |
| Mines et carrières | 60 | 38 | 38 | 48 | 96 | 4,5 | 14,9 |
| Industrie et énergie | 9 | 11 | 13 | 20 | 40 | 17,3 | 14,9 |
| Artisanat | 27 | 28 | 29 | 32 | 38 | 3,5 | 3,5 |
| Bâtiments et travaux publics | 36 | 38 | 41 | 54 | 76 | 6,1 | 7,1 |
| Commerce, transports et services | 126 | 137 | 142 | 170 | 228 | 6,2 | 6,0 |
| Administrations | 40 | 42 | 43 | 52 | 70 | 5,4 | 6,1 |
| Produit Intérieur Brut | 531 | 535 | 555 | 651 | 870 | 4,2 | 6,0 |

Source : Ministère du Plan.

ANNEXE II

Répartition de l'aide extérieure non remboursable par origine
en 1979 (situation des paiements effectivement réalisés)

| | Montant (en millions FCFA) | % |
|---------------------------------|-------------------------------|------------|
| <u>Aide multilatérale</u> | | |
| Fonds européen de développement | 3 458 | 13,3 |
| Nations Unies | 2 058 | 7,9 |
| <u>Aide bilatérale</u> | | |
| France | 8 587 | 32,9 |
| R.F.A. | 3 394 | 13,0 |
| U.S.A. | 2 189 | 8,4 |
| Belgique | 1 395 | 5,3 |
| Canada | 1 327 | 5,1 |
| République populaire de Chine | 720 | 2,8 |
| Libye | 493 | 1,9 |
| Grande-Bretagne | 408 | 1,6 |
| Pays-Bas | 286 | 1,1 |
| Suisse | 236 | 0,9 |
| Autres pays | 663 | 2,5 |
| Organismes non gouvernementaux | 845 | 3,3 |
| <u>Total aides extérieures</u> | <u>26 059</u> | <u>100</u> |

Source : Ministère du Plan - Service des Etudes et de
l'Analyse économique.

ANNEXE III

Evaluation des dépenses d'investissement d'origine publique :
prévision et réalisation du Plan (à prix courants)

unité : milliards frs courants

| | 1979 | | 1980 | |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | PREVISION | REALISATION | PREVISION | REALISATION |
| Agriculture | 9,3 | 6,5 | 10,0 | 10,3 |
| Elevage | 3,3 | 1,2 | 4,5 | 1,7 |
| Forêt-pêche | 0,6 | 0,2 | 1,1 | 0,7 |
| Industrie | 1,5 | 1,1 | 2,8 | 1,9 |
| Mines | 0,1 | 0,4 | 3,9 | 4,6 |
| Energie | 2,8 | 0,9 | 0,2 | 2,0 |
| Commerce | 2,1 | 0,8 | 1,8 | 0,4 |
| Tourisme | 0,9 | 0,9 | 1,7 | 1,2 |
| Routes | 3,2 | 5,6 | 6,6 | 10,5 |
| Transport | 1,3 | 4,2 | 1,5 | 1,2 |
| Télécommunication | 0,6 | 1,7 | 3,0 | 6,6 |
| Information | 2,6 | 2,0 | 2,6 | 1,1 |
| Santé | 1,5 | 1,2 | 4,5 | 2,0 |
| Enseignement | 4,1 | 6,7 | 11,1 | 11,7 |
| Jeunesse.Cult. | 0,5 | 0,9 | 1,7 | 1,5 |
| Hydraulique | 2,8 | 2,4 | 3,8 | 3,0 |
| Habitat-assainissement | 0,6 | 0,8 | 1,9 | 6,0 |
| Infrastructures adminis. | 4,8 | 3,3 | 6,6 | 5,3 |
| Divers, non classés | - | 2,0 | - | 4,2 |
| T O T A L | 42,6 | 42,8 | 77,4 | 70,5 |

Source : Min. Plan service des études, division conjoncture, situation provisoire.

/...

ANNEXE IV

EVOLUTION DE L'ASSISTANCE EXTERIEURE AU NIGER

Aide non remboursable

Unité: millions frs

| | 1979 | 1980 |
|--|---------------|---------------|
| <u>Secteurs directement productifs</u> | <u>8 936</u> | <u>11 403</u> |
| - Agriculture | 5 168 | 6 077 |
| - Elevage | 936 | 1 329 |
| - Forêt et pêche | 180 | 287 |
| - Industrie | 811 | 764 |
| - Mines | 202 | 817 |
| - Energie | 861 | 1 350 |
| - Commerce et tourisme | 778 | 480 |
| <u>Infrastructures économiques</u> | <u>3 526</u> | <u>4 644</u> |
| - Routes et ponts | 1 237 | 1 800 |
| - Télécommunications | 1 038 | 1 238 |
| - Transport et navigation aérienne | 230 | 359 |
| - Information | 1 021 | 1 247 |
| <u>Infrastructures sociales</u> | <u>8 903</u> | <u>10 340</u> |
| - Santé et nutrition | 2 082 | 2 065 |
| - Enseignement, formation | 4 051 | 5 105 |
| - Jeunesse et culture | 484 | 603 |
| - Hydraulique | 1 725 | 1 688 |
| - Urbanisme, habitat | 561 | 879 |
| <u>Infrastructure administrative</u> | <u>1 653</u> | <u>2 142</u> |
| <u>Aide alimentaire</u> | <u>1 243</u> | <u>1 328</u> |
| <u>Divers et non classé</u> | <u>659</u> | <u>922</u> |
| T O T A L | 24 920 | 30 430 |

Source: Ministère du Plan, service des études, divis. conjonct. Situation provisoire (Août 1981).

ANNEXE V

La production céréalière nationale (mil, sorgho, riz)

Bilan 1980. Exécution Plan Quinquennal 1979 - 1983.

| : Cultures | : Prévvision 1980 | | : Réalisations 1980 | | | | : Taux de réalisation | | |
|--|---|-------------------------|-------------------------------|----------------------------|--------|------------------------|-------------------------------|------------------------|------------------------------------|
| | : Produc- : tion en (ha) : tonnes | : Superficies : (ha) | : Rende- : ments : (kg) | : Production : (kg) | : % | : Superficie : (ha) | : Rende- : ments : (kg) | : Production : (kg) | : Super : Rendc : ficiements |
| : mil | : 1276000 | : 2.648.000 | : 482 | : 1.370.879 | : 76,8 | : 3.072.423 | : 446 | : 107 | : 116 : 92 |
| : sorgho | : 292.000 | : - | : 486 | : 387.446 | : 21,7 | : 764.073 | : 517 | : 132 | : : 106 |
| : riz | : 47.000 | : - | : - | : 26.922 | : 1,5 | : 19.626 | : 1.372 | : 57 | : : : |
| : Total | : 1615000 | : - | : 484 | : 1.785.247 | : 100 | : 3.856.122 | : | : 110 | : : : |
| : Disponible (85 % de la : production du mil et : sorgho et 65 % de : celle du riz) | : 1380000 | : | : | : 1.512.075 | : | : - | : | : 109 | : : : |
| : Estimation des : besoins alimen- : taires. | : MDR : 1363000 : MP : | : | : | : 1.363.075 : 1.383.475 | : | : - : - | : | : | : : : |
| : Equilibre ali- : mentaire (balance) | : MDR : 17.000 : MP : | : | : | : 149.000 : 128.600 | : | : - : | : | : 876 | : : : |

Source = MDR/Vulgarisation agricole.

ANNEXE VI

Autres productions végétales

| Cultures | Prévisions | Réalizations | | | Taux de réalisation |
|---------------|------------|--------------|---------|---------|---------------------|
| | P(t) | P (t) | R(t/ha) | S(ha) | Production % |
| Niébé | 290 000 | 223 056 | 0,2 | 096 350 | 77 |
| Arachide | 88 000 | 116 862 | 0,6 | 189 624 | 132,8 |
| Manioc | 200 000 | 167 739 | 8,4 | 19 930 | 83,9 |
| Patate douce | 45 000 | 4 839 | 1,9 | 2 595 | 10,8 |
| Maïs | 12 000 | 7 593 | 0,6 | 512 238 | 63,3 |
| Fonio | 1 600 | nd | - | - | - |
| Blé | 1 900 | 60 | 1,5 | 40 | 3,2 |
| Voandzou | 16 000 | 3 880 | 0,3 | 14 170 | 24,3 |
| Cenne à sucre | 160 000 | 144 915 | 35,5 | 4 085 | 90,6 |
| Coton | 14 000 | 2 800 | 0,6 | 4 347 | 20,0 |
| Tabac | 500 | nd | - | - | - |
| Oignon | 82 000 | 7 470 | 10,5 | 7,0 | 9,1 |
| Tomate | 13 000 | nd | - | - | - |

Source : MDR/Vulgarisation agricole

P : Production en tonnes

R : Rendement en tonnes par hectare

S : Superficie en hectare

ANNEXE VII

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR
- EN 1979/1980 - (10⁶ CFA)

SOURCE: MINISTÈRE DU PLAN - PLAN QUINQUENAL 1979/83

| | 1979 | 1980 | $\frac{1980}{1979} \%$ |
|------------------------------------|---------|---------|------------------------|
| I/ INDUSTRIE ALIMENTAIRE | | | |
| 1. OLANI | 82,9 | 73,7 | 88,9 |
| 2. SOTEMIL | - 28,3 | - 30,0 | (-106,0) |
| 3. RIE DU NIGER | 4,9 | 10,2 | 208,2 |
| 4. SIDONIGER | 265,1 | 125,8 | 47,5 |
| 5. BRANIGER | 1109,4 | 1564,1 | 141,0 |
| 6. CONCONIGER | | 7,9 | - |
| ABATTOIR PRINCIPAL | 108,8 | 130,0 | 119,5 |
| | 1.724,9 | 1.460,0 | 84,6 |
| II/ INDUSTRIE TEXTILE | | | |
| <u>DU PAPIER</u> | | | |
| 1. C F D T | 199,3 | 201,4 | 101,1 |
| 2. SOTEMIL | 1.491,3 | 1.250,8 | 83,7 |
| 3. SO IMA | 31,3 | 7,8 | 24,9 |
| | 1.721,9 | 1.460,0 | 84,6 |
| III/ INDUSTRIE DE TRANSPORT | | | |
| <u>TICM DU PAPIER</u> | | | |
| 1. SOFAC | 62,3 | 30,9 | 49,6 |
| 2. I N N | 257,4 | 521,0 | 202,7 |
| | 319,7 | 351,9 | 110,1 |
| IV/ INDUSTRIE DU CUIR | | | |
| 1. SIMAN | 141,1 | 111,8 | 81,4 |
| 2. SOTIPC | - | 12,1 | - |
| 3. BATA | 75,1 | 83,7 | 110,1 |
| | 216,2 | 109,6 | 97,0 |

ANNEXE VII (suite)

| | | | | |
|---|---------|---------|-------|--|
| <u>V. INDUSTRIE CHIMIQUE</u> | | | | |
| 1. SOGAMI | 76,1 | 98,7 | 129,7 | |
| 2. NIGER-GAZ | 49,1 | 47,1 | 89,8 | |
| 3. NIGER-PEINTURE | 51,6 | 108,7 | 210,7 | |
| 4. SPON | 465,2 | 556,0 | 119,5 | |
| 5. POLY-NIGER | 79,6 | 119,9 | - | |
| 6. CNPFC | 30,6 | 2,7 | 8,8 | |
| 7. HOMER | - | 54,0 | - | |
| | | | | |
| | 752,2 | 984,1 | 130,8 | |
| | | | | |
| <u>VI/INDUSTRIE DE FABRICATION D'OUVRAGES EN METAL ET EN BOIS</u> | | | | |
| 1. NIGER-NIGER | - | 132,7 | - | |
| 2. SOHIFAB | 296,7 | 317,4 | 107,0 | |
| 3. CNERSOL | 17,9 | 10,0 | 55,9 | |
| | | | | |
| | 314,6 | 460,1 | 146,3 | |
| | | | | |
| <u>VII/INDUSTRIE DES MATERIAUX</u> | | | | |
| <u>DE CONSTRUCTION</u> | | | | |
| 1. S N C | 220,0 | 250,0 x | 113,6 | |
| 2. SOHICORAI | 29,6 | 34,6 | 116,9 | |
| 3. SOHIBRIAD | 76,6 | 37,2 | 48,6 | |
| 4. CORCO-NIGER | 5,5 | 5,0 x | 90,9 | |
| | | | | |
| | 331,7 | 326,8 | 98,5 | |
| | | | | |
| T O T A L | 5.202,1 | 5.674,2 | 109,1 | |

* Estimations

Par rapport à l'année précédente la valeur ajoutée de l'industrie nié rienne a augmenté de 5,2 à 5,7 milliards de T.C.M., soit de 9,1 %.

Les taux de croissance annuelle les plus élevés ont été enregistrés par l'industrie de fabrication d'ouvrages en métal et en bois (46,3 %), l'industrie chimique (30,8 %), l'industrie alimentaire (22,0 %), l'industrie de transformation, du papier (10,1 %).

Les trois autres branches (textile, cuir et matériaux de construction) n'ont pas atteint le niveau de l'année 1979.

.../...

ANNEXE VIII (1)

4- EXECUTION DU PLAN QUINQUENNAL.

INVESTISSEMENTS PAR ENTREPRISES DE BRANCHE D'ACTIVITE.

ANNEE 1980.

| | Prévisions du Plan | Réalisation | Réalisation | Prévisions |
|----------------------------------|-----------------------|----------------|-------------|-------------|
| | | | | § |
| I INDUSTRIE ALIMENTAIRE | | | | |
| A. Industrie existante | | | | |
| 1. OLAMI | 12 | 33,8 | | 523,3 |
| 2. RIZ DU NIGER | 73 | 118,6 | | 162,5 |
| 3. SEMNIGER | 25 | 0,7 | | 2,8 |
| 4. BRUNIGER | 200 | 237,0 | | 116,5 |
| 5. SOTAMIL | 88 | - | | - |
| Sous-Total A | 398 | 395,1 | | 99,3 |
| B. PROJETS | | | | |
| 1. Usine de concentré de tomates | 400 | - | | - |
| 2. BRUNIGER-Maradi | 500 | 664,1 | | 172,8 |
| 3. Minoterie de Niamey | 300 | - | | - |
| 4. Aliments pour bétail-Niamey | - | 32,2 | | - |
| 5. Complexe sucrier à Tillabéry | 7.000 | 394,8 | | 5,6 |
| Sous Total B. | 8.200 | 1.291,1 | | 15,8 |
| TOTAL I (A + B) | 8.598 | 1.686,2 | | 19,6 |
| II INDUSTRIE TEXTILE | | | | |
| A. Industrie existante | | | | |
| 1. C F D T | 1.500 | 3,3 | | 0,2 |
| 2. SONITEZAIL | 4.300 | 372,3 | | 6,7 |
| 3. SONIFAC | 300 | - | | - |
| TOTAL II | 6.100 | 375,6 | | 6,2 |

ANNEXE VIII (2)

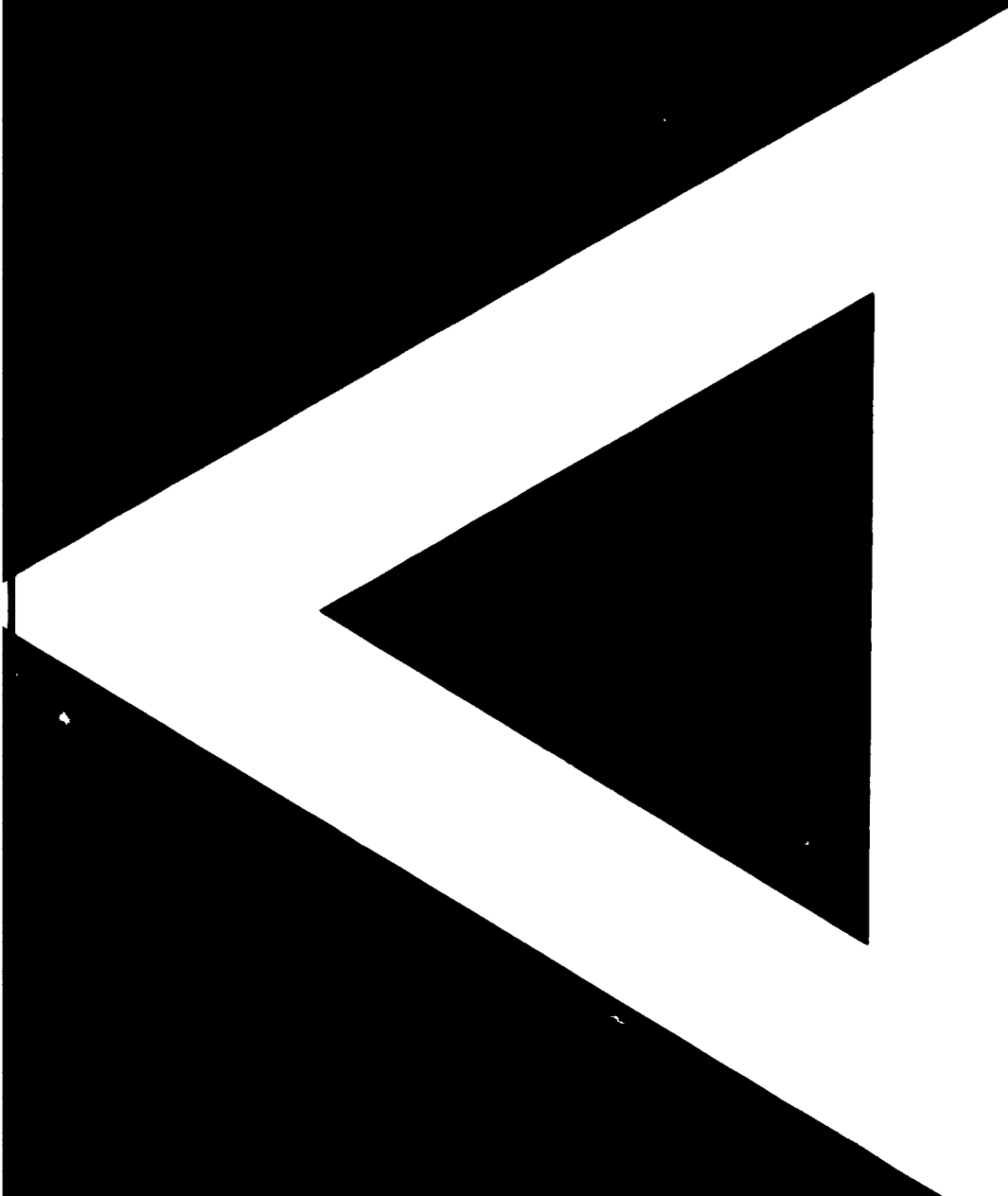
| | | | | |
|---|--|-----|--|-------|
| <u>III/ INDUSTRIE DE TRANSPORTATION</u> | | | | |
| <u>DU PAPIER</u> | | | | |
| A. <u>Industrie existante</u> | | | | |
| 1. SOFAC | | - | | 22,6 |
| 2. I N N | | - | | 39,5 |
| T O T A L III | | - | | 62,1 |
| <u>IV. INDUSTRIE DU CUIR</u> | | | | |
| A. <u>Industrie existante</u> | | | | |
| 1. SONITAN | | 50 | | 27,5 |
| 2. SOFPO | | 20 | | - |
| Sous-Total A | | 70 | | 27,5 |
| B. <u>Projets</u> | | | | |
| 1. B A T A | | 28 | | 59,9 |
| 2. Fannerie de Ni Day | | 800 | | - |
| Sous-Total B. | | 828 | | 59,9 |
| T O T A L IV. | | 898 | | 87,4 |
| <u>V. INDUSTRIE CHIMIQUE.</u> | | | | |
| A. <u>Industrie existante</u> | | | | |
| 1. SOG NI | | 29 | | 21,7 |
| 2. NIGER-G. Z | | - | | 10,5 |
| 3. NIGER-PEINTURE | | 10 | | 17,4 |
| 4. SFON | | 40 | | 124,1 |
| 5. POLY-NIGER | | 56 | | 14,2 |
| 6. ONPFC | | 200 | | 138,4 |
| 7. . | | | | |
| Sous-Total A. | | 335 | | 326,3 |
| B. <u>Projets.</u> | | | | |
| 1. WOIFER | | - | | 606,4 |
| 2. Usine des allumettes. | | 50 | | - |
| 3. Pierres à lécher | | 150 | | - |
| Sous-Total B | | 200 | | 606,4 |

(97,4)

303,2

ANNEXE VIII (3)

| | | | | |
|---------------------------------------|--|---------------|----------------|-------------|
| <u>VI/ INDUSTRIE DE FABRICATION.</u> | | | | |
| <u>D'OUVRAGES EN METAL ET EN BOIS</u> | | | | |
| A. <u>Industrie existante</u> | | | | |
| 1. METAL-NIGER | | 64 | 9,5 | 15,0 |
| 2. FABRICAL | | 70 | - | - |
| 3. SONIFAB | | 25 | 244,3 | 977,2 |
| 4. OMBRESOL | | 262 | 47,1 | 18,0 |
| | | | | |
| Sous-Total A | | 421 | 301,0 | 71,5 |
| | | | | |
| B. <u>PROJETS/</u> | | | | |
| 1. UNCO-UCO... à Zinder. | | 160 | 59,1 | 36,9 |
| 2. Cycles et cyclomoteurs | | 97 | - | - |
| 3. COMRA- UNCO... à Tahoua | | 48 | - | - |
| | | | | |
| Sous-Total B. | | 305 | 59,1 | 19,4 |
| | | | | |
| TOTAL VI (A + B) | | 726 | 360,1 | 49,5 |
| | | | | |
| <u>VII INDUSTRIE DES MATERIAUX DE</u> | | | | |
| <u>CONSTRUCTION</u> | | | | |
| A- <u>Industrie existante</u> | | | | |
| 2. SONIFAB | | - | 0,4 | - |
| 2. CORECO-NIGER | | 200 | - | - |
| | | | | |
| Sous-Total A | | 200 | 0,4 | 0,2 |
| | | | | |
| B. <u>Projets</u> | | | | |
| 1. SONICORAN II | | 350 | 430,0 | 122,9 |
| | | | | |
| TOTAL VII (A + B) | | 550 | 430,4 | 78,3 |
| | | | | |
| TOTAL I - VII | | | | |
| A. Industrie existante | | 7.524 | 1.488,0 | 19,8 |
| B. Projets | | 9.803 | 2.146,5 | 24,8 |
| | | | | |
| TOTAL GENERAL | | 17.407 | 3.934,5 | 22,6 |
| | | | | |



—

—